



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 13 juin 2011

Le Président

Association des Femmes de l'Europe Méridionale
Sophie Dimitroulias, Vice-présidente de l'AFEM
Déléguée auprès du Conseil de l'Europe
Siège social, Maison de l'Europe,
35-37 rue des Francs Bourgeois, 75004 Paris

Madame la Vice présidente,

Vous avez bien voulu m'adresser une version actualisée de la Déclaration par laquelle vous interpelez les pouvoirs publics européens et nationaux quant à l'impératif de renforcement des droits sociaux dans le contexte de la crise économique actuelle.

La Conférence des Organisations Internationales Non Gouvernementales (OING) du Conseil de l'Europe, représentant la société civile organisée dans le cadre du quadrilogue de l'Organisation (Comité des Ministres, Assemblée parlementaire, Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux et Conférence des OING), a déjà eu l'occasion de s'associer à votre démarche. En effet, lors de nos travaux dans le cadre du Regroupement transversal « Europe et enjeux mondiaux », nous avons dès juin 2010 pris une résolution visant à soutenir largement votre initiative.

Plus que jamais, nous constatons que la situation réellement vécue en Europe par nombre de nos concitoyen(ne)s devient extrêmement préoccupante. La Charte sociale européenne, qui fête ses 50 années d'existence, est bien trop souvent oubliée. Pourtant, ce Traité est un engagement des Etats membres du Conseil de l'Europe. Plusieurs de ces mêmes Etats, se sont engagés par les Traités de l'Union européenne, dont la Charte des droits fondamentaux, à promouvoir les droits fondamentaux. Or, nous déplorons les écarts flagrants entre ces Traités et leur mise en œuvre concrète dans le quotidien des européen(ne)s.

Dans le contexte de la crise économique actuelle, l'obligation de sauvegarder, d'appliquer effectivement et de renforcer les droits sociaux fondamentaux conformément aux Traités européens, ne saurait être oubliée par nos dirigeants, dès lors qu'on se préoccupe de l'avenir de la démocratie et de la cohésion sociale en Europe, comme dans l'autre rive de la Méditerranée. Il en va des fondements de nos structures démocratiques qui sont aujourd'hui en danger.

C'est pourquoi, au nom de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, réunissant 366 Organisations Internationales de la société civile organisée, je ne peux que soutenir et renforcer votre Déclaration.

Je vous adresse, Madame la Vice présidente, mes cordiales salutations.

Jean-Marie Heydt